

TOUT SE TRANSFORME...

L'indignation vertueuse

La paix est la motivation
première et la
démocratie son pilier

Álvaro de Vasconcelos

CONFÉRENCE



FONDATION
CALOUSTE GULBENKIAN
DÉLÉGATION EN FRANCE

TOUT SE TRANSFORME...

L'indignation vertueuse

La paix est la motivation
première et la
démocratie son pilier

Álvaro de Vasconcelos

CONFÉRENCE

TOUT SE TRANSFORME...

L'indignation vertueuse

La paix est la motivation
première et la
démocratie son pilier

Álvaro de Vasconcelos

CONFÉRENCE

Collection : Tout se transforme...

Direction : Miguel Magalhães

Relecture : Emmanuelle Passerieux-Gibert (Editographie)

Conception graphique : R2

© Édition : Fondation Calouste Gulbenkian – Délégation en France
(avril 2020)

54, bd Raspail, 75006 Paris
gulbenkian.pt/paris

 FONDATION
CALOUSTE GULBENKIAN
DÉLÉGATION EN FRANCE

Tout se transforme...

Débuté en 2013, le cycle de conférences « Tout se transforme » a été conçu pour contribuer à l'échange et au débat d'idées à un moment crucial de l'histoire de la vie démocratique où certaines certitudes qui caractérisaient les dernières décennies ont commencé à se déliter.

La crise de légitimité et de représentativité démocratiques, les inégalités croissantes, les défis posés par la mondialisation, par les migrations et leurs conséquences sur la société civile sont autant de questions qui relèvent de l'activité des fondations, institutions créées pour servir le bien commun. Les fondations jouent un rôle important dans la société, en tant qu'institutions indépendantes, alliées des citoyens et, parfois, partenaires de l'État.

La Fondation Calouste Gulbenkian à Paris invite des artistes, des écrivains, des scientifiques, des sociologues, des économistes ou des philosophes, à participer à ce cycle de conférences, dans un souci de créer les conditions appropriées afin que le débat et l'exposition d'idées novatrices puissent avoir lieu dans le contexte

d'un dialogue interdisciplinaire. Les conférences « Tout se transforme... » sont destinées aux étudiants et aux chercheurs, mais aussi à tous les citoyens intéressés par les questions sociétales. Chacune de ces rencontres est d'abord mise en ligne sur le site Internet de la Délégation et, dans certains cas, la communication fait l'objet d'une publication sous forme de livre, comme c'est le cas de l'exemplaire que vous tenez entre les mains.

Grâce à ce cycle de conférences, la Fondation Calouste Gulbenkian à Paris entend anticiper et préparer l'avenir car, dans un monde aussi incertain, il y a au moins une certitude : tout se transforme.

Miguel Magalhães

Directeur

Fondation Calouste Gulbenkian

Délégation en France

L'indignation vertueuse **— La paix est la motivation** **première et la démocratie** **son pilier** **Álvaro de Vasconcelos**

Croiser le débat sur la crise européenne au Portugal et en France est un exercice capital et indispensable. La relation qu'entretiennent ces deux pays avec le projet européen diffère : pour la France, pays fondateur, l'Europe est une volonté d'affirmation mondiale et la garantie que ne se répéteront pas les tragédies des guerres civiles européennes ; pour le Portugal qui a adhéré à cette entreprise à la fin des années 1980, après la fin de son empire, c'est la quête d'une nouvelle destinée politique et d'un nouvel horizon de développement économique et social. Les inquiétudes des deux pays également sont diverses : les Français redoutent que l'Europe soit trop fragile pour les protéger de la mondialisation et les Portugais que l'Europe cesse d'être la voie vers le monde de la modernité globalisée.

La richesse du débat vient de son point de départ, soit de ces deux réalités si distinctes. Et c'est du croisement

Le cycle « Débats croisés » a été proposé par Álvaro de Vasconcelos entre 2018 et 2019, à l'occasion de la préparation des élections du Parlement européen en mai 2019. Dans ce cadre, les cinq conférences suivantes ont été présentées :

Nathalie Loiseau et Ana Paula Zacarias, 25 avril 2018

Francisco Seixas da Costa et Bassma Kodmani, 20 juin 2018

Maria João Rodrigues et Joel Roman, 11 octobre 2018

Lídia Jorge et Catherine Wihtol de Wenden, 29 janvier 2019

Pierre Vimont, 25 avril 2019

Ce texte d'Álvaro de Vasconcelos constitue un bilan de ce cycle.

de ces deux réalités, de ces deux débats, que jaillit l'Europe dans la diversité de sa mémoire historique et de ses ambitions.

Au cœur du débat résident des thèmes essentiels : la crise des démocraties nationales et ses répercussions sur l'Union européenne, la justice sociale et les propositions de budget pour la zone euro, l'Europe des cultures et l'identité européenne, la sécurité européenne et le rapport avec ses voisins, et ce que peut faire l'Union pour sauver le multilatéralisme.

Le thème récurrent dans l'ensemble des débats était incontestablement la crise des démocraties européennes et son obligatoire résolution, faute de quoi l'avenir de l'Union européenne telle que nous la connaissons se verra sérieusement compromis. On a unanimement reconnu combien il est dangereux de négliger les raisons de l'indignation de tant de citoyens devant l'état de « leur » démocratie et de l'Union européenne. Il est clairement apparu que les réponses à leurs inquiétudes et aux critiques qu'ils adressent au fonctionnement de l'Union ne viendront ni du nationalisme ni de l'autocratie, mais bien d'une Europe démocratique, à l'écoute de ses citoyens et à même de garantir les droits et la justice sociale.

Ce que l'on appelle « la troisième vague démocratique » s'est amorcée le 25 avril 1974 et s'est répandue pendant le reste du XX^e siècle un peu partout dans le monde. En 1974, lors de la révolution des Œillets, seuls

30 % des pays du monde étaient des démocraties, alors qu'aujourd'hui environ 60 % d'entre eux le sont. Cette différence, enregistrée sur plus de quarante ans, représente un formidable progrès en matière de liberté et de droits humains. Au début des années 1990, toute l'Europe s'engageait dans un processus de transition démocratique, ce qui explique pourquoi, dans *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*¹ (1992), Francis Fukuyama affirme que la démocratie libérale était la seule solution. Toutefois, en 1994, commence le déclin démocratique en Russie, en Biélorussie et en Arménie et, en 2017, environ vingt-deux pays avaient entamé un processus d'autocratisation² qui n'a pas épargné l'Union européenne. Il a touché des pays comme la Hongrie et la Pologne où le système a permis que des leaders nationalistes soient élus et qui, une fois au pouvoir, déconstruisent lentement l'État de droit et réduisent les libertés fondamentales. Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a instauré un régime autoritaire, une nouvelle forme de tyrannie qui se propage aujourd'hui dans le monde, dans des pays tels que la Russie de Vladimir

1 → Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Flammarion, 1992.

2 → Anna Lührmann et Staffan I. Lindberg, « A third wave of autocratization is here: what is new about it? », *Democratization*, vol. 26, n° 7, 2019, URL: <https://doi.org/10.1080/13510347.2019.1582029>.

Poutine et la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, des pays où un tyran est élu puis réélu : Viktor Orbán dit de cette nouvelle forme de tyrannie que c'est une « démocratie illibérale ». « Démocratie » puisque le régime est le fruit d'un vote majoritaire, « illibérale » parce que droits de l'homme et pluralisme n'existent plus. Le gouvernement est totalement centralisé : rien ne peut désormais advenir en Hongrie sans qu'il l'ait décidé.

Pour Jacques Rupnik, les défis démocratiques de l'Europe centrale ne sont pas dans l'essentiel différents de ceux auxquels les autres pays de l'Union font face : « L'interrogation à propos du national-populisme n'est donc plus "la nouvelle Europe centrale est-elle la question centrale de l'Europe ?" mais plutôt transeuropéenne : la recomposition politique intérieure (droite avec ou sans extrême droite) va de pair avec le clivage entre forces pro-européennes et les souverainistes xénophobes qui travaillent à la déconstruction du projet européen³. »

Aux États-Unis, avec l'élection de Donald Trump, au Brésil de Jair Bolsonaro ou dans l'Italie de Matteo Salvini, des dirigeants nationalistes d'extrême droite ont obtenu d'importantes victoires électorales mais n'ont pas encore

réussi à véritablement consolider leur pouvoir. Aux États-Unis, en dépit des effets dévastateurs de la politique de Trump sur les droits des femmes et des minorités, les contre-pouvoirs ont su préserver l'État de droit. Cependant, au Brésil, les chances de succès du programme réactionnaire de Bolsonaro sont plus grandes. Quant à l'Italie, s'il est encore trop tôt pour se prononcer, on ressent déjà les conséquences tragiques de l'extrême droite au pouvoir qui viole les droits des migrants et des réfugiés par une politique qui nie le droit au secours en haute mer et conduit tant de gens à la mort. L'extrême droite prospère sur le mécontentement populaire dû aux inégalités et à la corruption de la politique par les grandes fortunes, et alimente simultanément un discours raciste sur l'identité « menacée » par les immigrants et les musulmans.

Certes, des raisons légitimes peuvent expliquer cette indignation citoyenne. Elles vont au-delà de leur exploitation démagogique par l'extrême droite et trouvent leur origine dans l'abandon du consensus qui, dans l'après-guerre, a permis le projet d'intégration européenne. Les leçons de la Seconde Guerre mondiale ont été rappelées par Stéphane Hessel, dans son manifeste au retentissement mondial intitulé *Indignez-vous!*⁴. Dans cet ouvrage, l'ancien

3 → Jacques Rupnik, « Élections européennes dans l'Est de l'Europe : l'état des lieux, *Libération*, 6 juin 2019, URL : https://www.liberation.fr/debats/2019/06/06/elections-europeennes-dans-l-est-de-l-europe-l-etat-des-lieux_1732085.

4 → Stéphane Hessel, *Indignez-vous!*, Montpellier, Indigène, 2011, URL : https://www.millebords.org/IMG/pdf/INDIGNEZ_VOUS.pdf.

membre du Conseil national de la résistance qui, avec René Cassin, a participé à l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, remémore à la jeunesse deux traits essentiels de la citoyenneté : la capacité de s'indigner et la mobilisation citoyenne qu'elle engendre. Il y a, pour Stéphane Hessel, trois raisons majeures d'indignation : l'augmentation constante de l'inégalité entre les plus pauvres et les plus riches ; la violation des droits fondamentaux des plus vulnérables, des immigrants, des sans-papiers et des Tsiganes ; et l'état de la planète, c'est-à-dire les menaces à la pérennité de la vie sur la Terre. Ce sont justement ces raisons d'indignation qui traversent aujourd'hui le débat sur l'avenir de l'Union européenne, en France et au Portugal.

Désaffection des citoyens

Au cœur de la crise européenne actuelle réside un croissant « désamour des citoyens⁵ », non pas envers l'Europe, mais envers ses institutions. L'Union vit un grave malaise, issu de la conjugaison de quatre crises : « la crise de l'inégalité, la crise de représentation, la crise identitaire et la crise de l'intermédiation ».

5 → Sauf mention d'une œuvre ou d'un auteur, les phrases et expressions entre guillemets sont des citations des intervenants au débat.

Que l'Union se soit montrée incapable d'œuvrer de façon significative à la résolution de ces crises, dont elle est même perçue comme un facteur d'aggravation, a fait grossir des courants fortement critiques à l'égard du fonctionnement de l'Union européenne et de ses politiques qui se manifestent depuis des années, comme par exemple en France et aux Pays-Bas, ce qu'a démontré le rejet du traité constitutionnel lors des référendums de 2005, ou au Royaume-Uni avec le Brexit. Face à ce « désamour » surgit une dangereuse tendance à penser que l'on peut « avancer sans le peuple », ce qui s'est produit après les consultations française et néerlandaise, quand fut approuvé par ratification parlementaire le traité de Lisbonne, pratiquement identique au traité constitutionnel qui avait été refusé.

L'« éloignement des citoyens » du processus européen est évident vu la très forte abstention enregistrée à l'occasion des élections pour le Parlement européen (PE), qui vient notamment de ce que les citoyens ne savent pas qui sont les parlementaires européens, quelles sont les initiatives dont ils sont porteurs dans cette enceinte, quel est le bilan de leur action et, surtout, de ce que beaucoup sont persuadés que les pouvoirs de cette institution sont très limités⁶. Cette désaffection s'explique également par

6 → On a assisté à une augmentation significative de la participation à l'élection du Parlement européen en mai 2019, ce qui a été interprété comme une conscience accrue des dangers auxquels l'Union européenne doit faire face.

leur méconnaissance de l'action de l'Union à proprement parler et de la « difficulté à distinguer l'action nationale de l'action européenne ». En somme, un tel état des choses est aussi dû à l'opacité du processus européen : les citoyens ne savent pas qui décide, ni ce qui est décidé, ni sur quoi votent les différents États au Conseil. Cette distance s'exprime par la conviction que l'Union européenne est une construction émanant d'une « avant-garde éclairée », d'élites qui n'ont d'intérêt que pour leurs propres propos, une opinion qui se traduit par une méfiance envers la conduite du débat public européen. En outre – et c'est plus grave encore – l'Union est fréquemment considérée comme partie intégrante d'un système qui entrave la libre expression de la volonté populaire (par le vote).

Ce jugement a certainement compté dans la victoire du Brexit, puisque environ 49 % de ceux s'étant exprimés en faveur de la sortie de l'Union affirment que la raison majeure en est que « les principales décisions sur le Royaume-Uni devraient être prises au Royaume-Uni⁷ ». De nombreuses personnes étaient persuadées que le Parlement britannique cédait une partie de son pouvoir aux institutions européennes et à des bureaucrates non élus. Le Brexit est en fait la première victoire importante des populistes en Europe qui menacent l'avenir du projet d'intégration

européenne en promettant un retour au nationalisme. Le « désamour » pour les institutions européennes et leurs dirigeants est le reflet du ressenti, à l'échelon national, envers les institutions de la démocratie et, en particulier, les partis politiques traditionnels. C'est là le sentiment qui a ouvert la voie aux partis populistes et nationalistes dans la plupart des États membres.

« L'explication économique » des effets de la « crise de 2008 » ne suffit pas pour comprendre la crise de la démocratie ou l'involution démocratique à l'Est, ni le succès du modèle de démocratie illibérale dans les pays du groupe de Visegrád. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, gouvernées par des nationalistes, sont les pays d'Europe qui ont le mieux résisté à la crise de 2008 et qui présentent les plus fortes hausses de PIB (5,1 % pour la Pologne en 2018).

L'illibéralisme politique en Europe centrale est le fruit d'une « double affirmation de souveraineté » : d'une part, « la souveraineté populaire contre les limites légales », prônée par les populistes pour qui rien ne peut être au-dessus de la volonté populaire exprimée par le vote, pas même la justice et les droits de l'homme et, d'autre part, le « souverainisme national contre la diversité culturelle et les migrants » dans des pays qui, au cours de la guerre froide, « ne connaissaient pas l'arrivée d'étrangers » et qui considèrent que la petite taille de leur État et la « toute récente formation de leur nation » les rendent vulnérables,

⁷ → <https://lordashcroftpolls.com/wp-content/uploads/2016/06/Q30-by-LR.jpg>

comme c'est le cas de la Slovénie et de la Slovaquie fondées respectivement en 1991 et 1993.

La situation des nouvelles démocraties d'Europe du Sud – soit le Portugal, l'Espagne et la Grèce – est bien différente de ce que connaît l'Europe centrale. Les partis xénophobes nationalistes ne sont parvenus au pouvoir ni en Irlande ni dans ces trois pays du Sud qui sont cependant ceux qui ont le plus souffert de la crise économique et des politiques d'austérité. Dans les trois pays du Sud et plus particulièrement dans la péninsule Ibérique, la démocratie a été conquise par la lutte menée contre des régimes dictatoriaux nationalistes et xénophobes. En conséquence, le nationalisme y est devenu « illégitime ». Dans la péninsule Ibérique, l'adhésion à l'Europe signifiait avant toute chose la consolidation de la démocratie contre le nationalisme.

La démocratie portugaise s'est montrée plus résistante au national-populisme que celles issues de la troisième vague démocratique. En dépit de l'instabilité qu'elle a engendrée, la rupture profonde du 25 avril avec la dictature nationaliste a sans doute été plus vertueuse que les transitions octroyées ou convenues, comme dans le modèle espagnol, qui ont servi d'inspiration aux militaires brésiliens pour abandonner le pouvoir sans être jugés pour leurs crimes⁸.

8 → Voir Álvaro de Vasconcelos, *25 de Abril no Futuro da Democracia, estratégias criativas* (« Le 25 avril et l'avenir de la démocratie, stratégies créatives »), Porto, mai 2019.

La nature de cette transition espagnole peut expliquer en partie l'apparition en Espagne d'un parti d'extrême droite représenté au parlement : le VOX, formé de militants du Parti populaire proches du franquisme. VOX doit son succès à la vague de nationalisme espagnol déclenchée par le référendum sur l'indépendance de la Catalogne (septembre 2017) et au refus de toute forme de dialogue du Parti populaire qui a incriminé les indépendantistes au nom de la « patrie menacée ». L'émergence du VOX et ses succès électoraux (15,1 % aux législatives du 10 novembre 2019) donnent à penser que le mouvement nationaliste identitaire est véritablement global et qu'aucun pays n'est une « île ». Les élections européennes ont montré que les partis du centre démocratique résistent mieux au Portugal que dans le reste de l'Europe, le parti socialiste portugais ayant remporté 33,4 % des voix. Le cas de l'Italie est tout autre, car c'est dans ce pays que trois des quatre dimensions de la crise ont été les plus aiguës : les crises économique, politique et des réfugiés. Aussi ces circonstances ont-elles ouvert la voie de la victoire électorale du populisme xénophobe, bien que l'Italie figure parmi les pays fondateurs de l'Union.

Dans ces pays, les premières victimes de la montée du populisme sont les principaux partis traditionnels pro-européens et antinationalistes. Or, en Italie, ceux-ci avaient déjà été réduits à néant par les scandales de corruption des années 1990. Le Parti démocrate, dont les dirigeants étaient issus des courants de centre-gauche ayant résisté

à l'opération Mains propres, a définitivement perdu les élections, payant ainsi le prix d'avoir gouverné durant une période de crises multiples.

La rhétorique anti-immigrants n'est qu'un des visages du racisme des courants d'extrême droite qui distillent leur haine contre les musulmans, les Africains, les Tsiganes, les juifs et également contre les Européens, comme on l'a vu au Royaume-Uni au cours de la campagne du Brexit. Pendant la crise de l'euro, les victimes de la xénophobie étaient les « PIGS » (Portugal, Italie/Irlande, Grèce et Espagne), une dénomination insultante. On les accusait d'être peuplés de gens paresseux et corrompus, vivant aux crochets des aides communautaires. En Allemagne, le parti d'extrême droite, l'AFD, est né justement de l'opposition aux programmes de renflouement des dettes des pays de l'Europe du Sud et de l'Irlande. Aujourd'hui, l'AFD a fait sienne la rhétorique anti-immigrants et antimusulmans du reste de l'extrême droite.

En somme, d'aucuns pensent que « le cycle libéral d'après 1989 est épuisé en Europe », et certains dirigeants illibéraux tels que Viktor Orbán et Matteo Salvini estiment que le vent leur est favorable. Il importe cependant de souligner que le crépuscule du cycle libéral ne signifie pas uniquement l'avènement des partis d'extrême droite sur les décombres de la droite démocratique et des socialistes. C'est aussi l'origine de nouveaux partis démocratiques et d'une mobilisation croissante de la

société civile. En Espagne, le mouvement des Indignés a engendré Podemos qui, dans un premier temps, a fait trembler l'hégémonie du PSOE, à gauche. En France, la République en marche d'Emmanuel Macron, parti du centre libéral, pro-européen, est issu de la débandade du Parti socialiste et des Républicains. Un peu partout en Europe, les Verts ont obtenu de bons résultats électoraux, notamment en Autriche où ils ont remporté les élections présidentielles. Ce renouveau est significatif car il démontre qu'il existe une alternative démocratique aux partis du système et à l'extrême droite.

La dimension européenne de la crise de la démocratie

La crise de la démocratie nationale est indissociable de la conviction de maints citoyens selon laquelle l'Union européenne souffre d'un déficit démocratique. Lorsque l'on parle de légitimité démocratique de l'Union européenne, il convient de parler d'une « double légitimité : celle des citoyens et celle des États ». La légitimité des États est sauvegardée (et fort bien) par le Conseil européen. Mais celle des citoyens, qui l'assure ? Le Parlement européen ? Les parlements nationaux ? Les gouvernements ? Les citoyens ne voient nullement à qui leur vote a confié le pouvoir de les représenter au sein de l'Union. Si l'action du Parlement européen est importante, les citoyens « ne se sentent pas, pour autant, dûment représentés ». L'inexistence de cercles électoraux européens et de listes

transnationales n'a guère contribué à la légitimité du Parlement européen. Et bien que cette légitimité demeure dans les parlements nationaux, elle s'est néanmoins amoindrie face à des citoyens qui exigent de participer plus directement aux décisions et contestent la démocratie représentative.

De plus en plus, l'Union est ressentie comme une construction technocratique assujettie au marché, redoutant le vote des citoyens et représentant un obstacle à l'affirmation de la souveraineté populaire. La Grèce a été donnée en exemple des retombées négatives que peut avoir l'Union européenne sur les démocraties nationales. Bien que, par le référendum du 5 juillet 2015, les Grecs se soient exprimés à 61 % contre le plan d'austérité proposé par l'Union, celui-ci a toutefois été imposé, assorti de menaces d'expulser la Grèce de la zone euro. Ces mêmes menaces avaient été auparavant entendues par le gouvernement social-démocrate du Pasok qui avait voulu organiser une consultation populaire identique. Contraint de faire machine arrière, ce parti a été voué à la disparition et n'obtint que 4,7 % des voix lors des élections suivantes. Bien d'autres partis européens, surtout sociaux-démocrates, ont subi ce type de conséquences déléteres.

L'inégalité sociale et la corruption de la politique

Bien que l'Union européenne soit l'endroit du monde où la cohésion sociale est la plus grande, nombre de ceux qui ont voté pour des partis populistes soulignent l'inégalité croissante au sein de l'Union, qui est vue comme l'une des principales raisons des victoires du Brexit et de Trump.

Le « niveau d'inégalité » est l'objet de multiples études, dont certaines sont publiées par Eurostat. Des données datant de 2016 indiquent que, dans l'Union, les 20 % les plus riches gagnaient deux fois plus que les 20 % les plus pauvres et que le coefficient de Gini était passé de 30,6 à 31. La pauvreté ne cesse de croître, malgré les objectifs de sa réduction affichés par la stratégie Europe 2020. Le pourcentage d'Européens au seuil de la pauvreté et de l'exclusion sociale a atteint 23,7 %, avec une aggravation notoire de la situation des femmes. En avril 2019, le chômage touchait encore seize millions d'Européens en dépit de sa baisse : le taux de chômage européen, de 13 % en 2013, était de 6,5 % en février 2019 (8,8 % en France et 6,3 % au Portugal).

D'aucuns sont actuellement convaincus que l'Union n'est plus un gage de cohésion sociale et que le projet s'est écarté de son modèle d'origine et des leçons contenues dans les divers manifestes produits à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, tels ceux du Conseil national de la Résistance française ou de la Résistance italienne. Ces documents soulignaient la nécessité de

tirer des leçons des circonstances politiques et sociales qui avaient conduit à l'avènement du fascisme et à l'effondrement des démocraties dans les années 1930. Pour les fondateurs de l'Union européenne, il était impérieux de conjuguer justice sociale et liberté, et de démontrer qu'elles sont l'essence de la démocratie. La réponse à la crise financière de 2007–2008 a prouvé que beaucoup avaient oublié ces leçons : « La politique visant à sauver l'euro et l'intégration européenne a accru l'inégalité dans les États membres et entre eux. » En effet, le chômage a atteint 40 % dans certaines régions et seulement 4 % dans d'autres, ce qui illustre l'absence de politiques œuvrant à une juste répartition de la richesse dans l'Union.

L'inégalité n'est pas seulement celle du revenu économique mais aussi celle de l'accès à la santé, à l'éducation, aux transports et à la culture. Dans une société de consommation, les disproportions dans l'accès aux biens (de consommation) sont aussi fortement ressenties. Face aux réussites de la mondialisation, des pans de population qui résident hors des grands centres urbains ou à leur périphérie se sentent exclus, laissés-pour-compte, d'où la grandissante fracture sociale et la bipolarisation politique que connaissent de nombreux pays.

Pour certains, depuis les années 1980, la prééminence du modèle néolibéral adopté par les deux familles politiques dominantes dans la plupart des pays de l'Union (les

démocrates-chrétiens et les socialistes) « devait forcément avoir un impact sur les politiques de l'Union ». De cette convergence de programmes sont nées l'idée de l'absence d'autres solutions et la notion du peu d'importance du vote face aux impératifs du marché, comme ce fut le cas pendant la présidence de François Hollande. Aujourd'hui encore, de nombreux Européens n'ont ni emploi ni protection sociale. Pour contribuer à la résolution de ces deux problèmes majeurs, un budget de la zone euro est nécessaire, soit « une capacité européenne, qui n'existe pas encore, pour investir dans l'avenir ».

Le projet du marché unique, comme l'a affirmé Jacques Delors, repose sur deux piliers : l'économique et le social. Le social a été négligé jusqu'à aujourd'hui. L'ériger est impératif. Pour bâtir une Europe sociale, il importe de conférer un sens au principe de solidarité dans l'Union européenne. Il nous faut un pilier européen qui assure à tous les Européens « un contrat de travail clair et une protection sociale ». Selon Maria João Rodrigues : « Un budget de la zone euro est nécessaire pour permettre à l'Union européenne d'investir dans l'avenir, dans les emplois de l'avenir. L'architecture économique et monétaire porte le sceau d'une tendance ordolibérale, propre à la culture économique allemande, qui empêche l'Union d'investir. » Pour Guillaume Klossa, l'Europe doit « mettre en valeur le pacte fondateur de l'Union européenne, prouver que

l'Europe est à même de protéger son modèle social qui est le plus avancé au monde. Pour ce faire, un accord avec les Allemands s'impose afin de garantir l'emploi dans l'Union, d'approfondir la défense des consommateurs et de l'environnement et de garantir la protection dans le monde numérique. »

L'idée d'une « Europe qui protège » est un concept ambigu utilisé tant par les européistes que par les populistes. Aussi convient-il de dire très clairement que cette protection n'est pas synonyme d'une « Europe forteresse », mais d'une Europe qui compte dans la régulation de la mondialisation.

L'Europe est l'Europe des valeurs ou ne sera pas

La démocratie et le respect du libéralisme politique, notamment de l'État de droit, ont permis l'adhésion du Portugal à l'Union européenne. La motivation première en était la paix, mais son pilier est la démocratie libérale. L'adhésion de la Turquie piétine car ce pays se trouve sur un chemin de destruction de l'État de droit.

La crise de l'Union européenne est le résultat de l'arrivée au pouvoir, dans plusieurs pays, de forces politiques qui contestent les valeurs sur lesquelles repose l'Union et remettent en cause les droits de l'homme et l'État de droit. Aussi, pour assurer la convergence de valeurs entre ses États membres, l'Union doit-elle réaffirmer ses principes

fondateurs et, dans le respect des traités, prendre des mesures contre les démocraties illibérales, car « ce ne sont pas là des questions internes ». Le vote en faveur des leaders populistes n'est pas seulement une affaire nationale, mais bien un problème européen à aborder en tant que tel. Dans le même temps, pour pouvoir traiter politiquement de l'involution démocratique des pays d'Europe centrale, il importe de mieux comprendre l'histoire européenne.

La question des réfugiés et des migrations est un élément décisif dans le débat sur les valeurs fondamentales. Les migrants et les réfugiés doivent être traités comme des citoyens et « se voir garantir leurs droits fondamentaux ». Refuser les droits fondamentaux aux migrants est le cheval de bataille des nationalistes. Si la mobilité est l'une des caractéristiques de la modernité, il existe cependant « une énorme inégalité dans le droit à la mobilité ». En effet, les citoyens des pays les plus pauvres voient leur liberté de circulation considérablement limitée, puisqu'ils sont privés du droit d'entrer dans plusieurs pays du monde. Exception faite de la Corée du Nord, ce qui existe aujourd'hui est un droit de sortie, tandis qu'il n'y a pas véritablement de droit d'entrée. Nombre d'États européens adoptent des mesures pour tenter de freiner l'arrivée des migrants. Or, des dispositions de même nature sont appliquées au niveau européen, en particulier en ce qui concerne le

contrôle des frontières. L'agence Frontex a notamment été créée pour assurer l'efficacité de ces dispositifs, surtout grâce aux opérations navales en Méditerranée, telles que l'opération Sophia (European Union Naval Force Mediterranean [EUNAVFOR Med]), sans que pour autant la Méditerranée cesse d'être une mer de sang, comme l'ont rappelé les Nations unies. Pour tenter d'endiguer les flux migratoires, l'Union européenne a également conclu des accords avec des pays tiers, par exemple avec la Libye⁹. Dans le cas de la Libye, ces instruments ont abouti à la délégation des responsabilités européennes à des milices qui exploitent le trafic de migrants et les détiennent dans des camps où ils sont victimes de gravissimes violations des droits de l'homme, notamment d'esclavage.

De telles mesures se sont révélées peu efficaces et ce, pour diverses raisons. Tout d'abord « parce que les mouvements d'émigration continuent et continueront », car c'est une des composantes de la mondialisation mais surtout une question de survie pour tous ceux qui pâtissent des inégalités du développement humain. Par ailleurs, la crise démographique européenne rend les immigrés nécessaires pour les pays européens dont

maintes entreprises dépendent de la main-d'œuvre « étrangère » pour mener à bien leurs activités. Si, de fait, les migrants ne représentent que 3,5 % de la population mondiale, les mouvements migratoires atteignent toutes les régions du monde et se font aujourd'hui surtout dans le sens sud-sud. Pas plus qu'un autre pays, les États-Unis ne peuvent refuser l'asile aux réfugiés qu'ils sont tenus de recevoir en vertu du droit international. Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles une politique qui vise à réduire l'immigration, comme « l'immigration zéro » de Salvini, est vouée à l'échec.

Pour Catherine Wihtol de Wenden, une autre politique d'immigration et d'asile est nécessaire et possible, en harmonisant les politiques de refuge et en revisitant les accords de Dublin, afin de garantir à tous les mêmes possibilités d'accueil, indépendamment du pays de l'Union où la demande est introduite.

Pour résoudre les tensions autour de la problématique migratoire, l'Union européenne doit appliquer le Pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adopté à Marrakech en décembre 2018. Comme le dit Catherine Wihtol de Wenden, voilà qui implique de « rouvrir les frontières à l'émigration de citoyens non européens qui puissent répondre aux besoins du marché du travail dans les pays de l'Union, ce qui nécessite une évaluation des besoins en main-d'œuvre, qualifiée et non qualifiée, et qui diminuera

9 → L'Italie a exigé la suspension du volet naval de l'opération Sophia, qui lui permettait d'effectuer des sauvetages en haute mer. Aujourd'hui, elle en est réduite à prêter appui logistique et aérien aux soi-disant gardes-côtes libyens.

le trafic grâce aux entrées régulières¹⁰. » En somme, il s'agit de refuser le chantage de l'extrême droite en y répondant par une politique migratoire qui corresponde à la réalité, c'est-à-dire en admettant que l'Europe est un continent d'immigration.

Le succès politique des courants nationalistes est en premier lieu idéologique, grâce à la désignation d'un ennemi interne (en l'occurrence les migrants et les musulmans) pour instrumentaliser les peurs et les ressentiments de certains secteurs de la population. Ces courants sont un danger mortel pour la démocratie et pour l'Union européenne, car ils sont l'antithèse des principes sur lesquels s'est construite l'intégration européenne, en particulier le principe de l'hospitalité : accepter l'autre en tant qu'égal et différent. Sans hospitalité, la réconciliation franco-allemande de l'après-guerre aurait été impossible.

L'idéologie des populistes est le nationalisme identitaire qui, dès les années 1990, a surgi dans les Balkans en tant qu'alternative à la démocratie libérale. Le nationalisme identitaire serbe et sa haine des musulmans été d'une certaine manière les précurseurs de tout un courant nationaliste qui a menacé et menace encore les démocraties libérales. Aujourd'hui dans l'Union européenne,

¹⁰ → Catherine Wihtol de Wenden, témoignage recueilli pour ce texte, 13 juin 2019.

la Hongrie et la Pologne sont les pays où le contrôle du pouvoir par des politiciens nationalistes identitaires est le plus affirmé. Selon la philosophe hongroise Ágnes Heller, l'idéologie d'Orbán « est le nationalisme ethnique¹¹ ». Pour Adam Michnik, l'idéologie nationaliste du PiS (Droit et justice), au pouvoir en Pologne, est un « nationalisme ethno-religieux ». Ce courant n'est pas une nouveauté en Pologne où, dans les années 1950, face à l'occupation soviétique, l'Église catholique a professé une définition ethno-religieuse du nationalisme en tant que forme de résistance¹². La différence toutefois est qu'aujourd'hui ce même nationalisme ne s'affirme plus contre un ennemi extérieur, mais bien contre la notion de démocratie libérale. Pour les nationalistes, la Pologne est une nation chargée par la grâce divine d'une mission de civilisation, tout comme António de Oliveira Salazar le disait autrefois du Portugal.

Aujourd'hui, les nationalistes proposent une autre vision de l'Europe, une Europe identitaire et chrétienne qui se définit en rejetant sa diversité et en désignant nombre

¹¹ → <https://oglobo.globo.com/mundo/nossa-unica-chance-de-sobreviver-preservar-democracia-liberal-diz-filosofa-hungara-agnes-heller-23307441>.

¹² → Cédric Pellen, « Incarner une tradition hétérogène. Les dynamiques historiques du nationalisme politique en Pologne », *Cahiers d'études hongroises et finlandaises*, n° 20, 2015, p. 93-113.

de citoyens européens comme les premiers ennemis. Là encore, rien de nouveau : c'est le retour de l'« autre Europe », celle qui a été vaincue lors de la Seconde Guerre mondiale et dont beaucoup pensaient qu'elle avait disparu pour toujours. Aujourd'hui, en revanche, les « nationalismes sont à nouveau devant nous ».

L'Europe de la civilisation hellénique, de la Renaissance et des Lumières est aussi l'Europe du colonialisme, du fascisme, celle qui « crée dans le noir les instruments de l'agression par le seul instinct du marchand ». Et c'est là son paradoxe. Comme l'affirme Lídia Jorge : « La diversité culturelle européenne est le creuset de la contradiction qui a justifié la guerre civile presque permanente que se sont livrées les nations au fil du temps. Mais le monde à la fin du XX^e siècle et en ce début du XXI^e siècle s'est enfin transformé en une planète. Comme si les mots de Pessoa : *e viu-se a Terra inteira, de repente/Surgir redonda do azul profundo* (« Et soudain, on vit la Terre entière/ronde, surgir du bleu profond »), sphère dévoilée par les Ibères, n'étaient devenus réalité que maintenant, après quatre siècles. C'est pourquoi l'Europe, berceau de centaines d'identités, s'est transformée, de nos jours, en métaphore de la diversité de la Terre entière. Je veux croire que, contrairement à ce qui s'est produit par le passé, dans l'avenir qui s'esquisse, la diversité culturelle européenne, amalgame de différences et de contrastes,

sera l'arc-boutant qui nous soutiendra en tant qu'espace d'entente montrant la voie¹³. »

L'identité ne se construit pas, comme cela a été précisé, en définissant l'autre comme l'ennemi et en lui attribuant une identité unique à l'exclusion de toute autre. L'identité de tout être humain est plurielle et l'identité européenne diverse, façonnée au fil des progrès et des reculs du projet européen. L'identité est évolutive. D'aucuns souhaiteraient qu'elle ait été figée une fois pour toutes, quelque part au Moyen Âge. En revanche, elle se construit dans la certitude que l'Union européenne est un projet qui en vaut la peine. L'identité européenne s'érige autour des valeurs partagées par les États et les citoyens européens, comme le libéralisme politique, l'État de droit et les droits de l'homme ainsi que leur déclinaison en droits plus spécifiques tels que le droit d'asile, le droit de l'environnement ou des consommateurs. Si le libéralisme économique est au nombre des valeurs de l'Union, il ne l'est pas forcément sous sa forme néolibérale.

Dans leur actuelle « démarche identitaire », les nations européennes vivent une période de transition, de découverte de leur diversité culturelle avec le choc que cela parfois implique. Prenons l'exemple du « cas français » : un Français sur quatre a une grand-mère ou un grand-père

13 → Lídia Jorge, témoignage recueilli pour ce texte, 2 juin 2019.

étranger, mais vit dans le « mythe de l'autochtonie », celui du Gaulois enraciné dans son territoire et son terroir qui s'oppose à la mondialisation des élites. Ce mythe s'accommode mal des grandes mutations des cinquante dernières années qui ont amené la fin de la société patriarcale, l'éloignement croissant des décideurs, la mondialisation et l'universalisation des références culturelles.

« Nous ne sommes pas seulement des individus économiques, nous sommes des individus de culture, de sentiments ». L'enseignement des humanités, de l'esprit critique et des droits fondamentaux est essentiel pour donner un sens à la vie dans un monde mondialisé. Aussi les nationalistes tirent-ils à boulets rouges sur l'école et la liberté des professeurs et qualifient-ils de dangereux l'enseignement des sciences humaines et sociales, comme c'est le cas dans le Brésil de Bolsonaro. Il importe de renforcer l'appropriation des valeurs fondamentales notamment par la mise en valeur de l'enseignement des humanités, car l'Europe « a besoin d'esprit critique ». Il est également vital d'alimenter un sentiment d'appartenance à l'Europe en renforçant les programmes d'échanges universitaires et « l'obtention de diplômes européens dans le cadre du processus de Bologne ».

L'Union européenne peut-elle sauver le multilatéralisme ?

L'ordre multilatéral est une construction des démocraties qui ont gagné la Seconde guerre mondiale. Ainsi, deux de leurs plus grandes conquêtes sont les Nations unies¹⁴ et la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁵ qui dans son article premier établit que : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

L'arrivée au pouvoir de dirigeants nationalistes, notamment aux États-Unis, est très lourde de menaces pour l'ordre multilatéral comme pour les projets d'intégration régionale tels que l'Union européenne tant l'affaiblissement du périmètre démocratique en Occident que l'émergence de puissances non démocratiques minent le terrain multilatéral. L'ensemble des politiciens nationalistes nourrissent une aversion pour le multilatéralisme et tout ce qui est synonyme de partage de souveraineté. C'est pourquoi Donald Trump a retiré les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Les guerres économiques de Trump et son unilatéralisme commercial mettent en péril l'Organisation mondiale du commerce.

Quant aux nationalistes européens, leur lutte est la

¹⁴ → 24 octobre 1945.

¹⁵ → 10 décembre 1948.

« reconquête de la souveraineté, contre Bruxelles ». Mais c'est aussi un combat contre les Nations unies, surtout parce que cette institution internationale rappelle les États à l'ordre, notamment en matière de droits humains. Marine Le Pen n'a-t-elle pas qualifié le Pacte de Marrakech sur les migrations de « pacte suicidaire des Nations unies » ? Tandis que le gouvernement italien de Salvini a refusé de le signer et ne néglige rien pour empêcher l'Union européenne de l'appliquer.

« Un ordre multilatéral est la condition même de la survie » de l'Union européenne, car dans un monde dérégulé, où se confrontent les grandes puissances, où la seule loi qui compte est celle du plus fort, une puissance civile comme l'Union peinera à s'implanter. Les tendances qui façonnent l'actuelle situation internationale ne sont guère favorables à une puissance civile telle que l'Union européenne pour qui les instruments privilégiés de la politique internationale sont les négociations, les compromis et les accords.

À l'est, la Russie s'affirme comme une grande puissance militaire toujours plus ambitieuse, qui se sert de la force pour atteindre ses objectifs stratégiques. Au sud, sur les rives de la Méditerranée, la guerre désintègre les pays. En Occident, le président des États-Unis et ceux qui le soutiennent ne cachent pas leur volonté de détruire l'Union ni leur appui aux nationalistes européens. En Asie,

la Chine est une superpuissance économiquement vorace et autoritaire. « L'Europe forteresse », à l'abri du mal du monde, n'est pas une solution. Tout comme n'est pas une solution l'affirmation de l'Union en tant que superpuissance militaire à même de remplacer, si besoin est, par la force, les États-Unis en tant que gendarme de l'ordre multilatéral. L'Union européenne n'a pas été créée pour cela et elle n'a ni l'unité ni la force militaire qu'il faudrait.

Ce qui est en revanche à la portée de l'Union est d'incarner l'espoir d'une issue multilatérale, reposant sur les valeurs de l'État de droit, de la coexistence pacifique et de la solidarité, et de placer au cœur de sa mission la paix et la protection de la vie sur Terre. C'est avec cette Europe ouverte, celle de la liberté mariée à la justice sociale, que s'identifient beaucoup de ceux qui défendent ces valeurs de par le monde. Un projet européen pour l'ordre global sera de surcroît salué par la majorité des citoyens européens. Or, pour qu'un tel effort puisse se déployer, les gouvernements des démocraties libérales européennes doivent vaincre le nationalisme et inverser le reflux démocratique qui ronge l'Union de l'intérieur.

Au plan international, il est primordial que l'Union définisse un projet de multilatéralisme, dont les premiers traits ont été ébauchés dans « Une Europe sûre dans un monde meilleur », rapport de 2003 rédigé par Javier Solana après l'invasion américaine de l'Irak. On y préconise un

multilatéralisme efficace en tant que stratégie pour l'Union européenne¹⁶. C'est en application de cette doctrine – le multilatéralisme au service de la résolution des crises internationales – que l'Union a joué un rôle de premier plan dans les grands accords internationaux dans les domaines de l'environnement, du nucléaire avec l'Iran et dans de nombreuses opérations de maintien de la paix, devenant de la sorte le principal soutien des Nations unies.

Pour défendre le multilatéralisme, l'Union européenne doit prôner le multilatéralisme inclusif, en regagnant la confiance de ceux qui considèrent à raison qu'il est temps de mettre un terme à l'hégémonie de l'Occident dans les organisations multilatérales. L'Union européenne doit être disponible pour soutenir la réforme des organisations multilatérales y compris celle du Conseil de sécurité (CS) afin qu'elles reflètent mieux les changements du pouvoir mondial en corrigeant, par exemple, l'absurdité qui veut que l'Inde, un pays de plus d'un milliard d'habitants, ne soit pas membre permanent du CS. Dans un monde polycentrique, seul sera efficace un multilatéralisme inclusif rassemblant grandes, moyennes et petites puissances.

La situation mondiale est grave, et l'Union européenne est irremplaçable pour que renaisse le multilatéralisme. Toutefois, comme l'affirme Pierre Vimont : « Pour diriger ce processus avec une certaine crédibilité, la forme d'action traditionnelle de l'Union européenne reposant sur le *soft power* n'est plus suffisante. Il lui faut établir une feuille de route pour les nations prêtes à accepter qu'elle les conduise. Pour sauver le système multilatéral, les États membres doivent déléguer à l'Union les responsabilités et les compétences afin qu'elle puisse parler en leur nom. L'Europe ne peut être forte internationalement que si elle l'est à l'échelle interne et qu'elle est empreinte d'une forte cohésion. C'est là que réside la priorité absolue de toute initiative de politique extérieure européenne¹⁷. »

L'Europe méditerranéenne : notre avenir

Plus que l'Est européen, la Méditerranée est la région où se joue l'avenir de l'Europe : vers elle convergent toutes ses crises, internes comme celle que suscitent les migrations, ou externes comme les guerres en Syrie et en Libye. En Libye, les Européens sont responsables de la débâcle provoquée par leur intervention puis leur abandon du pays après Kadhafi, livré en un premier temps à la merci des milices armées et aujourd'hui proie de la

16 → Voir le rapport « Une Europe sûre dans un monde meilleur » : <https://www.consilium.europa.eu/media/30824/qc7809568ptc.pdf>.

17 → Pierre Vimont, témoignage recueilli pour ce texte, 10 juin 2019.

politique réactionnaire de l'Arabie saoudite et de ses sous-traitants égyptiens. En Syrie, l'Union européenne n'a été qu'un acteur de seconde zone, incapable d'influence pour obtenir une solution pacifique au conflit qui force des millions de personnes à abandonner leur pays et à se réfugier dans les pays voisins et dans la proche Europe.

La désintégration de la Syrie et de la Libye a eu des retombées conjointes sur la sécurité européenne. Il n'y a pas de « relation entre les réfugiés et les actes de terreur, qui n'ont pas été commis par les réfugiés syriens ». Les nationalistes identitaires exploitent cette situation pour provoquer un amalgame entre réfugiés et terrorisme. Ces dernières années en Europe, la grande majorité des auteurs d'attentats terroristes sont des Européens. Certains sont passés par la Syrie et revendiquent l'islamisme le plus radical, notamment l'idéologie de Daesh. Les Européens ne peuvent pas penser qu'ils ne seront pas atteints, tôt ou tard, par les tragédies de leurs voisins.

La question aujourd'hui est de savoir si « l'Europe, face à des conflits d'une énorme gravité, qui constituent un authentique défi à son existence, aura les moyens, la politique, l'unité et le courage de le relever. » L'Europe ne peut espérer avoir son mot à dire dans la résolution des problèmes du Sud de la Méditerranée si elle permet que se banalise l'idée que les ennemis sont les migrants et les musulmans. Bien au contraire, elle doit assumer le fait que les communautés originaires du Sud de la Méditerranée

sont une composante essentielle de sa citoyenneté et représentent la dimension humaine de la relation de l'Union européenne avec les pays du Sud.

C'est en Europe et autour d'elle que l'Union doit commencer à faire preuve de son ambition et de sa capacité à assumer davantage de responsabilités pour mettre un terme aux conflits qui affectent sa sécurité et la paix internationale. Les États-Unis ne sont plus l'acteur décisif dans la résolution des graves crises au voisinage de l'Europe, ce qu'ils ont été dans les années 1990 dans la gestion de la désintégration de l'Union soviétique et des Balkans. Leur présence déclinante au Moyen-Orient est un indice de leur affaiblissement relatif en tant que superpuissance. Comme on l'a vu en Syrie, la place laissée vide par les États-Unis au Moyen-Orient a été occupée par la Russie, par la politique nationaliste de Poutine qui impose une solution au conflit en toutes choses contraire aux intérêts européens.

Comme l'affirme Francisco Seixas da Costa : « Nos véritables frontières de sécurité, au-delà de leur dimension physique, se trouvent dans les zones géopolitiques où ne sont plus appliqués les principes et les valeurs qui garantissent des conditions de paix et de stabilité pérennes grâce à des formules de cohabitation démocratique. Sans prétendre imposer son modèle ou s'adonner à un arrogant prosélytisme, l'Europe doit regarder les rives sud de la Méditerranée comme le lieu de sa "nouvelle

frontière”¹⁸. » La frontière entre la Tunisie et la Libye est notre frontière, la frontière entre la grande guerre du Moyen-Orient et l’espérance démocratique de 2011, espérance qui réapparaît dans la révolte démocratique en Algérie et au Soudan. Comme l’a dit en 2011 la spécialiste égyptienne Hoda Youssef : « L’Europe doit cesser une fois pour toutes de choisir la stabilité contre la démocratie¹⁹. » C’est en Méditerranée que nos valeurs sont en jeu. Soit nous saurons mettre un terme à une politique migratoire inefficace et criminelle qui conduit tant de gens à la mort chaque année – environ 3 000 personnes depuis 2015 –, soit l’Union européenne ne pourra plus prétendre être un espace fondé sur les valeurs de la Déclaration universelle des droits de l’homme et sur le principe d’une humanité commune.

Dans les années 1990, l’Union européenne avait conçu une vision ambitieuse pour un partenariat euroméditerranéen qui à terme devait donner naissance à une communauté d’États démocratiques. Aujourd’hui, cette idée semble être oubliée et plus personne n’y croit, tant cette entreprise a été sapée par les reculs politiques des deux côtés de la Méditerranée. La coopération avec les

gouvernements de la région n’a conduit qu’aux actuels borbors. Ses vestiges sont les relations entre les sociétés civiles. Aujourd’hui, il semble évident que « l’Europe s’est fourvoyée lorsqu’elle a mis l’accent sur la coopération avec les gouvernements » en limitant la portée des rapports avec la société civile. Ce pari est d’autant plus manqué qu’il n’a pas contribué à la résolution des problèmes majeurs de la région tant dans le domaine des droits humains que de la démographie.

Pour Bassma Kodmani, aujourd’hui, huit ans après les révolutions démocratiques, l’Europe est, au sud de la Méditerranée, face à trois défis liés entre eux : contribuer à la démocratie dans la région en préservant les relations intergouvernementales, donner un sens à la vie de centaines de millions de jeunes au long d’un parcours qui va de l’éducation à l’emploi, et garantir que l’énorme diversité des sociétés européennes apporte son concours à la solution des deux premiers enjeux. Bassma Kodmani affirme que : « La prochaine décennie verra une profonde transformation de la société européenne. Si la diversité est une réalité dans les sociétés, elle ne se reflète pas encore dans les systèmes de gouvernement et dans les institutions²⁰. » Une Europe plus méditerranéenne adviendra de la reconnaissance de la nouvelle réalité des

18 → Francisco Seixas da Costa, témoignage recueilli pour ce texte, 6 juin 2019.

19 → Voir Álvaro de Vasconcelos, *La Vague démocratique arabe. L’Europe et la question islamiste*, Paris, L’Harmattan, 2014.

20 → Bassma Kodmani, témoignage recueilli pour ce texte, 11 juin 2019.

sociétés européennes en tant que sociétés ouvertes et multiculturelles. L'intégration ouverte demeure le plus grand espoir pour un monde meilleur.

Le débat, instrument essentiel de l'avenir européen

Rien ne doit être négligé pour solidifier l'espace public européen, qui est le seul moyen de sortir des impasses démocratiques au sein de l'Union mais aussi des États membres. Pour construire cet espace public, un débat européen qui déborde du cadre national pour être réellement transnational est indispensable, c'est-à-dire un débat croisé entre citoyens de différents pays européens. Cette discussion portera sur certaines des grandes questions de notre avenir commun et se répétera dans différents pays, créant ainsi des espaces européens de débat, une agora européenne.

Il est essentiel que l'on réfute l'idée simpliste du « divorce entre les peuples et les élites » et que l'on reconnaisse que l'affrontement réside en revanche entre propositions et projets différents. Joël Roman a affirmé ne pas penser « que la thématique de la trahison des élites, mise en avant par les discours populistes, soit pertinente. En effet, ramener quasiment toute la conflictualité sociale à une confrontation du peuple et des élites est réducteur et souvent erroné : il y a des élites profondément diversifiées, économiques, politiques, culturelles et intellectuelles, qui ne sont pas animées des mêmes intérêts et qui ne partagent pas les

mêmes orientations. D'ailleurs ceux qui avancent et qui souvent manipulent les thématiques populistes ne font-ils pas eux et elles aussi partie des élites ? En outre, donner à penser qu'en face de ces « élites » figurerait un « peuple » homogène est une fiction elle aussi fautive et trompeuse : il y a des couches populaires souvent profondément divisées et cette fiction revient à forger une entité mythique avant tout destinée à disqualifier l'adversaire et à faire taire toute divergence²¹. » Un exemple dangereux de cette lecture simpliste qui tend à légitimer le discours de l'extrême droite est le livre *National Populism*²², dans lequel on peut lire que « les nationaux-populistes se tournent vers une nouvelle forme de démocratie où les intérêts et les opinions des personnes ordinaires ont davantage de poids. » Les auteurs de cet ouvrage oublient qu'une fois au pouvoir les nationaux-populistes démantèlent l'État de droit, entament un processus d'autocratisation qui rend l'expression de la volonté populaire plus difficile (comme cela s'est produit en Russie, en Turquie et en Hongrie) et les processus électoraux toujours moins justes et moins libres. En outre, ils minimisent l'idéologie raciste de l'extrême droite dont ils affirment qu'elle n'est pas antisémite, mais anti-Islam et que, l'Islam n'étant

21 → Joël Roman, témoignage recueilli pour ce texte, 19 juin 2019.

22 → Roger Eatwell et Matthew Goodwin, *National Populism: The Revolt against Liberal Democracy*, Londres, Pelican, 2018, p. 143.

pas une race, il ne s'agit pas de « racisme ». Or, s'il est vrai qu'il n'existe pas de race, les racistes la font. Ce sont eux qui définissent l'homme musulman, l'associent au terrorisme et estiment que l'islam est incompatible avec la démocratie. À la notion rhétorique de peuple, confuse, imprécise, parfois ethnique, il nous faut opposer celle de citoyenneté, en mesure d'affirmer des propositions majoritaires par le débat, libre, contradictoire et informé sur les choix qui s'offrent à nous.

Les élections européennes, mais aussi les grandes décisions de l'Union, doivent être utilisées comme une excellente occasion de débats, en profondeur, sur les options qui s'opposent. Pour ce faire, il importe que la « société civile et les élus locaux » participent davantage à cette démarche, de bout en bout. Les immigrés européens dans tous les États membres, comme les Portugais en France, doivent être encouragés à s'inscrire pour pouvoir voter lors des élections européennes et à exercer ce droit. Le débat politique doit acquérir une dimension transnationale, non seulement au niveau du débat citoyen mais également à l'échelle électorale, au moyen, par exemple, de la création de listes transnationales.

Comme l'affirme Guilherme d'Oliveira Martins : « Il ne s'agit pas de bâtir une nouvelle nation européenne ou de répéter l'expérience nord-américaine, mais bien de construire une "union de droit", dont la légitimité est double puisqu'elle rassemble États et citoyens. Si l'action

du Parlement européen est indéniablement importante, force est toutefois de reconnaître que les citoyens ne se sentent pas totalement représentés (ce que démontrent les faibles niveaux de participation électorale). Il est donc indispensable de nouer un lien effectif et permanent avec les parlements nationaux²³. » Et c'est grâce à ce lien réel que l'on jettera les fondements nécessaires à la quête de consensus transeuropéens.

Au fil des interventions, les réponses apportées aux actuels dilemmes européens n'ont pas toujours été consensuelles et certaines ont même donné lieu à un débat contradictoire. Ce sont des pistes pour dépasser le *statu quo*. Si la convergence est nette sur la plupart des questions débattues, en revanche, le bien-fondé de la mise en œuvre d'un nouveau processus de réformes institutionnelles semble susciter davantage de divergences, notamment entre les positions officielles française et portugaise. Le Portugal veut éviter d'ouvrir « la boîte de Pandore » des réformes institutionnelles alors que la France estime que les réformes ne doivent « pas être un tabou ».

En guise de conclusion, nous dirons qu'il importe de dépasser le débat économique et de placer les questions politiques et de pouvoir au cœur d'un débat européen portant sur les utopies réalisables, sur une nouvelle charte

23 → Guilherme d'Oliveira Martins, témoignage recueilli pour ce texte, 26 juin 2018.

d'utopies européennes qui donne un sens à l'action de ceux qui ont foi en ce projet d'une Europe ouverte et solidaire. Quand tout semble perdu, chacun doit faire ce qui lui échoit. C'est pourquoi chacun de nous doit, dans sa différence, affirmer sa « manière d'être européen ».

Dans la même collection :

Dominique Lecourt
Égoïsme et Individualité

Immanuel Wallerstein
Tout se transforme. Vraiment tout ?

Dominique Pestre
Science, Technologie et Société.
La politique des savoirs aujourd'hui

Marc Fleurbaey et Didier Blanchet
Au-delà du PIB ?

René Frydman
Espoir et Crainte en reproduction
humaine

Henri-Claude de Bettignies
Puissance et Responsabilité :
où en est la Chine ?

Jean-Marc Lévy-Leblond
La science est-elle universelle ?

Michel Wieviorka
Doit-on et peut-on reformuler les valeurs
universelles ?

Ibrahima Thioub
Traite atlantique des esclaves et
Transformations des cultures africaines

Barbara Cassin
Plus d'une langue. Le paradigme
de la traduction

Edgar Morin
Pensée complexe et pensée globale

Catherine Larrère
Technique et Nature

Jean-François Peyret
Mind the gap

Philippe Dagen
La Fiction de l'art mondial

Catherine Vidal
Cerveau, Sexe et Préjugés

João Caraça
L'Aventure des savoirs : langages,
pouvoirs, réseaux

François Gipouloux
Méditerranée asiatique et Ambitions
géopolitiques chinoises : passé, présent

Sylvie Catellin
La Sérendipité : un conte ancien,
un concept novateur pour redynamiser
la recherche

Henrique Leitão
Savants ou Artisans : à qui doit-on
la modernité scientifique ?

Stéphane Van Damme
La Passion de la vérité : retour sur une
pratique philosophique de plein air au
temps des Lumières

Manuel Castells
Des mouvements sociaux en réseau
au changement politique

Dominique Méda
Repenser le travail dans les sociétés
post-croissance : une utopie raisonnable

Jacques Rancière
Les bords de la fiction

Edgar Morin
L'Esthétique et l'Art du point de vue
d'une anthropologie complexe

Michel Menu
Art et Science : l'or des œuvres

João Caraça
Le piège de la finitude : la vaporisation
du long terme

Alexis Nouss
L'exil et la migration aujourd'hui :
rupture ou continuité ?

Jürgen Kocka
Les paradoxes du capitalisme.
Une vision à long terme

Filipe Pais
Le retour des objets, quasi objets
et super-objets

António Pinto Ribeiro
Peut-on décoloniser les musées?

ISBN : 978-989-8935-05-2

Spécialiste en politique internationale et affaires européennes, Álvaro de Vasconcelos a été directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS) de 2007 à 2012 et de l'Institut d'études stratégiques et internationales (IEEI) de Lisbonne depuis sa fondation en 1980 jusqu'en 2007. Chercheur au Centre d'études interdisciplinaires du XX^e siècle (CEIS20) de l'université de Coimbra et coordinateur du forum Demos, il a également été chercheur invité à l'Institut des relations internationales de l'université de São Paulo (2014-2015).



FONDATION
CALOUSTE GULBENKIAN

DÉLÉGATION EN FRANCE